

INSTITUT POUR L'ÉGALITÉ DES FEMMES ET DES
HOMMES

28 juin 2022

Règlement du Conseil d'Administration de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes concernant l'appel à projets « Du pain et des roses » sur l'inclusion des femmes en situation de vulnérabilité sur le marché du travail belge.

Article 1. – Conformément aux articles 4, 4° et 11 de la loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, et dans les limites des crédits budgétaires dans le code SEC 33.00 Rubrique des transferts de revenus aux ASBL au service des ménages, l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes peut accorder des subventions à des projets dont le but est de stimuler et de promouvoir l'égalité de genre (y compris l'égalité des femmes et des hommes).

Art. 2. – Pour pouvoir bénéficier d'une subvention, un projet doit poursuivre les objectifs suivants :

1° Objectif général : Favoriser l'inclusion et le maintien durable, des femmes en situation de vulnérabilité, sur le marché du travail belge, en tant que salariées ou indépendantes.

Et :

2° Objectif(s) spécifique(s):

- Orientation et réorientation, des femmes en situation de vulnérabilité, sur le marché du travail vers un emploi durable

Et/ou :

- Réduction des obstacles à l'emploi : participer à la réduction des obstacles qui fragilisent la situation des femmes sous contrat de travail ou sous statut indépendant

INSTITUT FÜR DIE GLEICHSTELLUNG VON
FRAUEN UND MÄNNERN

28. Juni 2022

Regelung des Verwaltungsrates des Instituts für die Gleichstellung von Frauen und Männern für den Projektauftrag „Brot und Rosen“ zur Eingliederung von Frauen in prekärer Lage in den belgischen Arbeitsmarkt.

Artikel 1. — Gemäß Artikel 4, Abschnitt 4 und 11 des Gesetzes vom 16. Dezember 2002 zur Gründung des Instituts für die Gleichheit von Frauen und Männern und im Rahmen der Haushaltsmittel kann das Institut für die Gleichstellung von Frauen und Männern gemäß SEC-Code 33.00, Rubrik zu Zuschüssen an gemeinnützige Einrichtungen und Haushalte, Subventionen für Projekte zur Förderung und Mobilisierung der Geschlechtergleichstellung (einschließlich der Gleichstellung von Frauen und Männern) vergeben.

Art. 2 - Um für einen Zuschuss in Frage zu kommen, muss ein Projekt folgende Ziele verfolgen:

1. Allgemeines Ziel: Förderung der Eingliederung und des dauerhaften Verbleibs von Frauen in prekärer Lage als Arbeitnehmerinnen oder Selbstständige auf dem belgischen Arbeitsmarkt.

Und:

2. Spezifische(s) Ziel(e):

Orientierung und Neuorientierung von Frauen in prekärer Beschäftigungslage in Richtung einer dauerhaften Beschäftigung

Und/oder:

Abbau von Beschäftigungshindernissen: Beteiligung am Abbau von Hindernissen, die die Stellung von Frauen mit Arbeitsvertrag oder als Selbstständige schwächen

Et/ou:

- Développement d'une activité professionnelle qui permette aux femmes en situation de vulnérabilité d'accéder à un travail rémunéré durable ou de pérenniser et d'améliorer leur activité professionnelle.

Et/ou:

- Qualité de l'emploi : agir sur les conditions de travail des femmes en situation de vulnérabilité pour garantir un travail de qualité.

Art. 3. – Pour pouvoir bénéficier d'une subvention, un projet doit répondre aux conditions suivantes :

1° avoir un effet de promotion et de stimulation dans le domaine de l'égalité de genre/l'égalité des femmes et des hommes ;

2° apporter une plus-value au groupe-cible en matière de promotion de l'égalité de genre/l'égalité des femmes et des hommes ;

3° constituer une activité non récurrente par rapport au fonctionnement normal de l'organisation demanderesse ;

4° faire preuve d'une qualité suffisante ;

5° être réalisé principalement en Belgique ;

6° être introduit par une organisation, un groupe ou une association :

- Qui a un numéro d'entreprise ;
- Qui peut soumettre une fiche UBO ;
- Et qui s'inscrit dans une approche durable.

7° respecter le principe « *Do No Significant Harm* » en termes de durabilité et d'environnement.

Art. 4. – Pour qu'un projet puisse être subventionné en priorité, les critères de sélection suivants sont pris en considération :

Und/oder:

- Entwicklung einer beruflichen Aktivität, die Frauen in prekärer Lage den Zugang zu einer dauerhaften bezahlten Arbeit ermöglicht oder ihre Arbeitssituation dauerhaft sichert und verbessert.

Und/oder:

- Qualität der Beschäftigung: Einflussnahme auf die Arbeitsbedingungen von Frauen in gefährdeten Situationen, um eine qualitativ hochwertige Arbeit zu gewährleisten.

Art. 3. — Um für eine Subvention in Frage zu kommen, muss ein Projekt die folgenden Bedingungen kumulativ erfüllen:

1° eine aktivierende und stimulierende Wirkung auf die Geschlechtergleichstellung/Gleichheit von Frauen und Männern haben.

2° der Zielgruppe einen Mehrwert in Bezug auf die Förderung der Gleichstellung der Geschlechter/der Gleichberechtigung von Frauen und Männern bieten;

3° eine einmalige Tätigkeit im Rahmen der normalen Tätigkeit der einreichenden Organisation darstellen;

4° von ausreichender Qualität zeugen.

5° hauptsächlich in Belgien durchgeführt werden;

6° von einer Organisation, Gruppe oder Vereinigung eingereicht werden, die:

- das eine Unternehmensnummer hat;
- das ein UBO-Dokument vorlegen kann;
- und sich einem nachhaltigen Ansatz verpflichtet.

7° das Prinzip „*Do No Significant Harm*“ in Bezug auf Nachhaltigkeit und Umwelt einhalten.

Art. 4. — Um vorrangig für eine Förderung in Betracht zu kommen, werden folgende Kriterien berücksichtigt:

- 1° La portée et le groupe-cible du projet,
- 2° La pertinence du projet, démontrée sur la base d'une analyse fondée du contexte ;
- 3° Les effets mesurables visés/ l'impact/les résultats du projet ;
- 4° Le rôle d'exemple et le rayonnement du projet ;
- 5° La durabilité du projet (impact à long terme, développement durable dans ses trois volets : durabilité environnementale, économique et sociale, etc.) ;
- 6° Le caractère innovant du projet.

Art. 5. – Pour être pris en considération pour les subventions, les projets doivent correspondre aux priorités politiques et compétences fédérales, et ce conformément à la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 (M.B. 15 août 1980).

Ne sont pas pris en considération pour une demande de subvention : les autorités fédérales, les communes et les provinces, de même que les centres publics rattachés à ces autorités.

Art. 6 – Pour qu'un projet puisse être subventionné en priorité, les caractéristiques suivantes sont prioritaires et (en plus de l'article 4) prises en considération :

- 1° Partenariats et réseaux : réseaux de partenaires formels et informels, réseaux de femmes en situation de vulnérabilité et/ou coopération avec les employeurs ;
- 2° Combinaison de modules d'accompagnement collectifs et individuels ;
- 3° Haut degré de flexibilité et de personnalisation dans la réponse aux besoins du public-cible ;
- 4° Thématiques prioritaires :

- 1° die Reichweite und Zielgruppe des Projekts;
- 2° Die Relevanz des Projekts, die auf der Grundlage einer fundierten Analyse des Kontextes nachgewiesen wird;
- 3° die beabsichtigten messbaren Wirkungen/Auswirkungen/Ergebnisse des Projekts;
- 4° die Vorbildfunktion und Ausstrahlung des Projekts;
- 5° Die Nachhaltigkeit des Projekts (langfristige Auswirkungen, nachhaltige Entwicklung in ihren drei Aspekten: ökologische, wirtschaftliche und soziale Nachhaltigkeit usw.);
- 6° Der innovative Charakter des Projekts.

Art 5. — Um für eine Subvention in Frage zu kommen, müssen die Projekte im Einklang mit den föderalen politischen Prioritäten und Zuständigkeiten gemäß dem Sondergesetz zur institutionellen Reform vom 8. August 1980 (B.S. 15. August 1980) stehen.

Von der Beantragung von Zuschüssen ausgeschlossen sind: föderale Behörden, Gemeinden und Provinzen sowie öffentliche Einrichtungen, die mit diesen Behörden verbunden sind.

Art. 6 - Damit ein Projekt vorrangig gefördert werden kann, sind die folgenden Merkmale vorrangig und werden (zusätzlich zu Artikel 4) berücksichtigt:

- 1° Partnerschaften und Netzwerke: formelle und informelle Partnernetzwerke, Netzwerke von Frauen in prekärer Lage und/oder Zusammenarbeit mit Arbeitgeber:innen;
- 2° Kombination aus kollektiven und individuellen Begleitmodulen;
- 3° Hoher Grad an Flexibilität und Personalisierung bei der Reaktion auf die Bedürfnisse der Zielgruppe:
- 4° Thematische Schwerpunkte:

- Réduction de la fracture numérique
- Économie circulaire
- Minderung der digitalen Spaltung
- Kreislaufwirtschaft

Art. 7. – L'organisation demanderesse doit, pour un projet qui peut également bénéficier d'une subvention sur la base d'une autre réglementation fédérale, communautaire ou régionale, faire appel à cette autre possibilité de subvention.

La correspondance à ce sujet sert de preuve et sera spontanément ajoutée à la demande.

Lors du décompte relatif au projet, il faut démontrer qu'il n'y a pas de double subvention. C'est pourquoi l'état des recettes doit mentionner clairement les instances qui ont octroyé un subside.

Art. 8. – L'Institut veille à une répartition équitable des projets francophones, germanophones et néerlandophones et à leur impact budgétaire.

Art. 9. – La demande d'octroi d'une subvention à un projet doit être introduite par écrit, par voie électronique, auprès de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, en néerlandais, français ou allemand, à défaut elle est irrecevable.

La demande doit impérativement être introduite au plus tard le 04.11.2022, et être accompagnée des pièces requises attestant que le projet répond aux conditions imposées par les articles 2 et 3 du présent règlement, ainsi que d'un budget détaillé reprenant, entre autres, les éventuelles autres sources de financement mentionnées à l'article 7.

Les projets approuvés peuvent commencer au plus tôt le 01.03.2023 et se terminer le 30.06.2024 au plus tard.

Du budget détaillé, il doit ressortir clairement pour quels postes d'autres subventions ont été demandées et pour lesquels une demande de subside est introduite auprès de l'Institut.

Art. 7. — Kommt ein Projekt auch im Rahmen einer anderen föderalen, kommunalen oder regionalen Regelung für eine Förderung in Frage, muss sich die einreichende Organisation auf diese andere Fördermöglichkeit berufen haben.

Die diesbezügliche Korrespondenz dient als Nachweis und wird dem Antrag unaufgefordert beigelegt.

In der Projektbeschreibung muss nachgewiesen werden, dass es keine Doppelsubventionierung des Projekts erfolgt. Aus der Gewinn- und Verlustrechnung muss daher klar hervorgehen, von welchen Behörden die Gruppe oder Vereinigung eine Subvention erhalten hat.

Art. 8. - Das Institut achtet auf eine ausgewogene Verteilung der niederländisch- und französischsprachigen Projekte und ihrer budgetären Auswirkungen.

Art. 9. — Der Antrag auf Subventionierung eines Projekts muss schriftlich und in elektronischer Form beim Institut für die Gleichheit von Frauen und Männern eingereicht werden, andernfalls wird er als unzulässig betrachtet.

Dem Antrag, der bis spätestens 04.11.2022 einzureichen ist, sind die erforderlichen Unterlagen beizufügen, aus denen hervorgeht, dass die Projekte die in den Artikeln 2 und 3 dieser Verordnung genannten Anforderungen erfüllen, sowie ein detailliertes Budget, das auch etwaige andere in Artikel 7 genannte Finanzierungsquellen umfasst.

Die genehmigten Projekte können frühestens am 01.03.2023 beginnen und höchstens bis zum 30.06.2024 laufen.

Aus dem detaillierten Budget geht klar hervor, welche Posten von anderen Finanzierungsquellen übernommen wurden und für welche Posten eine Subvention beim Institut beantragt wird.

Art. 10. – L’Institut confirme la réception du dossier à l’organisation demanderesse dans les dix jours ouvrables

Art. 11. – Le Conseil d’Administration de l’Institut prendra la décision d’attribuer ou non la subvention.

Art. 12. – Sur proposition de la Direction, le Conseil d’Administration détermine le montant de la subvention accordée au projet, en tenant compte des principes de base suivants :

- En ce qui concerne les frais de personnel : les frais réguliers liés au personnel n’entrent pas en ligne de compte pour la subvention. Les frais de personnel supplémentaires non réguliers nécessaires à la mise en œuvre du projet peuvent être éligibles.
- Les travaux d’infrastructure, les investissements ou l’achat de matériel ne sont pas pris en compte ; les coûts d’amortissement peuvent toutefois être pris en compte. Lors de l’achat de matériel dont la durée de vie dépasse celle du projet, seuls les coûts d’amortissement pour la durée du projet peuvent être pris en compte ; l’achat n’est pas éligible.
- les frais « non-détaillés » ou « non-définis », repris par exemple sous la dénomination « frais généraux », « frais imprévus » et charges structurelles non spécifiques au projet, ne peuvent pas être pris en considération pour l’obtention d’une subvention.

Art. 13. – Une subvention peut être accordée pour un montant minimum de 30.000 EUR et un montant maximum de 100.000 EUR par organisation.

Art. 14. – Les décisions d’octroi de subventions prises par le Conseil d’Administration sont notifiées aux organisations demanderesse dans le mois suivant la décision.

Art. 10. – Das Institut bestätigt der einreichenden Organisation innerhalb von zehn Arbeitstagen den Eingang des Dossiers.

Art. 11. – Die Entscheidung über die Finanzierung trifft der Verwaltungsrat des Instituts.

Art. 12. – Auf Vorschlag der Geschäftsführung legt der Verwaltungsrat die Höhe der für das Projekt zu gewährenden Subvention fest:

- Was die Personalkosten anbelangt, so sind die regulären Personalkosten nicht förderfähig. Zusätzliche, nicht regelmäßige Personalkosten, die für die Durchführung des Projekts erforderlich sind, können berücksichtigt werden.
- Infrastrukturarbeiten, Investitionen und der Erwerb von Ausrüstungen sind nicht förderfähig; Abschreibungskosten können berücksichtigt werden. Beim Kauf von Ausrüstung, deren Lebensdauer die des Projekts überschreitet, können nur die Abschreibungskosten für die Projektdauer berücksichtigt werden; der Kauf ist nicht förderfähig.
- Nicht detaillierte oder nicht definierte Kosten, z. B. unter der Bezeichnung „Fixkosten“, „Unvorhergesehenes“ und strukturelle Kosten, die nicht zum Projekt gehören, können bei der Subventionierung nicht berücksichtigt werden.

Art. 13. – Eine Subvention kann für einen Mindestbetrag von 30.000 EUR und einen Höchstbetrag von 100.000 EUR pro Organisation gewährt werden.

Art. 14. – Die Entscheidung des Verwaltungsrats über die Gewährung von Subventionen wird den antragstellenden Organisationen innerhalb eines Monats mitgeteilt.

Art. 15. – Un protocole d'accord établissant les conditions que doit remplir l'organisation est conclu et une première avance de 60% des subventions accordées est versée à l'organisation. Une deuxième avance de 20% sera versée après la soumission du rapport intermédiaire (article 16), et le budget restant sera versé à la fin du projet.

Un aperçu des postes subventionnés comme approuvés par le Conseil d'Administration sera joint en annexe au protocole.

Ces postes ne seront modifiés pour aucune raison. Seule une oscillation de 50% maximum des montants prévisionnels budgétés pour les postes approuvés peut être admise.

Le montant total de la subvention accordée est un montant maximum qui ne peut être dépassé.

L'Institut accorde uniquement un soutien financier aux projets des organisations demanderesse. Les factures éventuelles relatives aux frais liés au projet de subvention sont facturées à l'organisation qui reçoit la subvention.

En aucun cas les frais liés à la subvention octroyée ne peuvent être directement facturés à l'Institut.

Art. 16. – L'organisation qui reçoit des subventions pour un projet visant l'égalité de genre/l'égalité entre femmes et hommes doit, au plus tard aux dates mentionnées dans le protocole, faire parvenir par mail un rapport intermédiaire et un rapport final, composé d'un rapport d'activités et d'un rapport financier, à l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes.

Le rapport d'activités comprend des informations détaillées sur les effets et les résultats concrets du projet. Pour ce faire, l'organisation complète le formulaire fourni à cet effet.

Art. 15. – Es wird ein Subventionsprotokoll mit den von der Organisation zu erfüllenden Bestimmungen abgeschlossen und ein erster Vorschuss in Höhe von 80 % der zugesagten Subventionen an die antragstellende Organisation gezahlt. Ein zweiter Vorschuss in Höhe von 20 % wird nach der Einreichung des Zwischenberichts (Artikel 16) ausgezahlt, und das restliche Budget wird am Ende des Projekts ausgezahlt.

Eine Übersicht über die subventionierten Posten, wie vom Verwaltungsrat genehmigt, ist dem Protokoll beigefügt.

Diese Posten können unter keinen Umständen geändert werden. Innerhalb der bewilligten Posten ist nur eine Schwankung von höchstens 50 % der im Budget vorgesehenen Beträge zulässig.

Der genehmigte und zugewiesene Höchstbetrag kann nicht überschritten werden.

Das Institut unterstützt nur Projekte der einreichenden Organisationen finanziell. Alle Rechnungen für Kosten im Zusammenhang mit dem subventionierten Projekt werden der Organisation, die die Subvention erhält, in Rechnung gestellt.

Unter keinen Umständen können oder dürfen Kosten im Zusammenhang mit der bewilligten Subvention dem Institut direkt in Rechnung gestellt werden.

Art. 16 - Die Organisation, die Zuschüsse für ein Projekt zur Gleichstellung der Geschlechter/Gleichstellung von Frauen und Männern erhält, muss spätestens zu den im Protokoll genannten Terminen dem Institut für die Gleichstellung von Frauen und Männern per E-Mail einen Zwischenbericht und einen Abschlussbericht, bestehend aus einem Tätigkeitsbericht und einem Finanzbericht, zukommen lassen.

Der Tätigkeitsbericht enthält detaillierte Informationen über die konkreten Wirkungen und Ergebnisse des Projekts. Dazu füllt die Organisation das dafür bereitgestellte Formular aus.

Une déclaration sur l'honneur ainsi que les attestations relatives à d'autres demandes ou octrois de subventions seront jointes au rapport financier.

Le rapport financier comprend un aperçu de toutes les dépenses et de tous les revenus du projet et il sera accompagné des factures nécessaires, des comptes et d'autres pièces justificatives qui prouvent les dépenses des subventions obtenues par l'Institut.

Le solde est liquidé après évaluation favorable par l'administration. En cas d'évaluation défavorable par l'administration, le dossier est soumis pour approbation au Conseil d'Administration.

Art. 17. – Afin d'entrer en considération pour le paiement et d'éviter les remboursements, les pièces demandées à l'article 16 doivent être en la possession de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes au plus tard le 31.07.2024.

L'introduction tardive des pièces justificatives mentionnées à l'article 16 peut mener au non-paiement du solde et, éventuellement, au remboursement des avances perçues.

Art. 18 – Si les pièces fournies ne justifient pas l'avance déjà perçue, l'organisation recevra une demande de remboursement.

Si cette demande de remboursement reste sans effet à la date fixée, elle sera réitérée par courrier recommandé et toute nouvelle demande de subside déposée par l'organisation ou collaboration avec l'organisation ne pourra être prise en considération jusqu'au moment du remboursement effectif.

Si le courrier recommandé reste également sans effet, le dossier sera automatiquement transmis au service de l'Enregistrement et des Domaines. Ce service prendra alors les mesures nécessaires en vue de la perception de la somme réclamée.

Dem Finanzbericht sind eine eidesstattliche Erklärung und Nachweise über andere Anträge oder genehmigte Subventionen beizufügen.

Dem Finanzbericht sind die Gesamtausgaben und -einnahmen des Projekts sowie die entsprechenden Rechnungen, Abrechnungen und sonstigen Nachweise beizufügen, aus denen die Verwendung der vom Institut erhaltenen Subventionen hervorgeht.

Der Restbetrag wird nach einer positiven Bewertung der Verwaltung ausgezahlt. Im Falle einer negativen Bewertung der Verwaltung wird die Akte dem Verwaltungsrat zur Genehmigung vorgelegt.

Art. 17. – Um für eine Abrechnung in Frage zu kommen und eine Rückforderung zu vermeiden, müssen die in Artikel 16 geforderten Unterlagen ausnahmsweise bis spätestens 31.07.2024 beim Institut für die Gleichheit von Frauen und Männern eingehen.

Die verspätete Vorlage der in Artikel 16 geforderten Unterlagen kann zur Nichtzahlung des Restbetrags und gegebenenfalls zur Rückforderung bereits gezahlter Vorschüsse führen.

Art. 18. – Wenn die vorgelegten Unterlagen die bereits erhaltene Vorschusszahlung nicht rechtfertigen, wird auf einfache Anfrage hin ein Erstattungsantrag an die Organisation geschickt.

Wird dieser Aufforderung nicht fristgerecht nachgekommen, wird die Aufforderung zur Erstattung per Einschreiben wiederholt, und ein neuer Antrag auf Gewährung einer Subvention durch die Organisation kann erst dann berücksichtigt werden, wenn die Erstattung erfolgt ist.

Wird diesem Einschreiben nicht Folge geleistet, wird die Akte automatisch an die Abteilung Registrierung und Domänen weitergeleitet. Diese Abteilung wird die erforderlichen weiteren Maßnahmen ergreifen, um den geforderten Betrag zu erhalten.

L'organisation dont le dossier de remboursement a été transmis au service de l'Enregistrement et des Domaines ne pourra plus introduire de demande de subvention pendant les deux années suivantes.

Art. 19. – Le présent règlement entre en vigueur le 01.09.2022.

Eine Organisation, deren Dossier zur Einziehung an die Abteilung Registrierung und Domänen verwiesen wurde, kann in den nächsten zwei Jahren keinen Antrag auf Subventionierung mehr stellen.

Art. 19. – Diese Regelung tritt am 01.09.2022 in Kraft